

L'EXASPÉRATION DES HABITANTS FACE À L'INSTALLATION FORCÉE D'UN CENTRE D'ACCUEIL POUR DEMANDEURS D'ASILE

COMMUNIQUÉ DE VALÉRY ELOPHE
CONSEILLIER REGIONAL DE NOUVELLE-AQUITAINE

Ce matin, **CNews** a mis en lumière une réalité que nous dénonçons depuis longtemps : **l'installation de migrants dans nos campagnes, imposée aux habitants sans leur consentement.** Beyssenac en est victime depuis déjà deux ans, en ayant subi cette décision de façon arbitraire, décidée par le préfet, d'implantation d'un Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA). Le constat est sans appel : les habitants sont excédés, attristés ou inquiets, pour ceux qui ont osé témoigner face caméra. Certains envisagent même de quitter leur village.

À Beyssenac, comme partout en Corrèze, les priorités sont claires : **nous avons besoin de développement économique, de services publics, de transports, d'infrastructures, de médecins et d'un soutien à nos écoles, au lieu de continuer à les fermer.** L'État doit cesser d'imposer des décisions contraires aux attentes des habitants et respecter la voix du peuple.

Face à cette situation injuste, le Rassemblement National a été à la pointe de la mobilisation avec les habitants, refusant cette implantation forcée. Nous avons d'abord organisé des réunions publiques et lancé une pétition avant d'aller jusqu'à manifester devant la préfecture de Tulle et d'obtenir une audience pour défendre la population, notamment avec Edwige Diaz, députée de Gironde et vice-présidente du Rassemblement National.

Les habitants ne s'y trompent pas. Lors des élections législatives anticipées, ils m'ont placé en tête au second tour face à la candidate du système. Ils peuvent continuer à me faire confiance : je suis et resterai à leurs côtés pour les défendre.

À Beyssenac et ailleurs, nous ne lâcherons rien. Tenez bon, Marine Le Pen et Jordan Bardella arrivent !